

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA  
PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA  
PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS  
PUBLICS

DIVISION DE LA PREVISION ET DE LA  
PREPARATION DES PROGRAMMES ET PROJETS

CELLULE DES AUDITS ET DES ANALYSE  
D'IMPACTS



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING  
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL DIRECTORATE OF ECONOMY AND  
PUBLIC  
INVESTMENTS PROGRAMMING

PROJECTION AND PROGRAMS AND PROJECTS  
PREPARATION DIVISION

UNIT OF AUDITS AND IMPACT ANALYSIS

## AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET INTERNATIONALE EN PROCEDURE D'URGENCE

N°0001/2019/AAMI/MINEPAT DU 08 JUILLET 2019 POUR LA PRESELECTION  
DES CABINETS D'ETUDES, ENTREPRISES OU GROUPEMENTS EN VUE DE LA  
REALISATION DE L'AUDIT GENERAL DES PROJETS A FINANCEMENT  
EXTERIEUR AU CAMEROUN

### I- INTRODUCTION

Le Gouvernement camerounais se propose de conduire, dans le cadre d'un Appel d'Offres International Restreint, un audit général des projets à financement extérieur, sur les plans :

- institutionnel et réglementaire
- de la préparation des projets
- de la mise en vigueur des conventions
- de la passation des marchés
- de la gestion administrative
- de l'exécution des projets
- de la fonctionnalité et de l'impact des projets FINEX

Cet audit permettra de faire :

- un état des lieux sur les 09 dernières années en mettant l'emphase sur la typologie des projets qui rencontrent plus de problèmes dans leur exécution;
- un diagnostic des problèmes à l'origine de l'insuffisance de l'exécution des projets à FINEX ;
- des recommandations opérationnelles ou suggestions à l'effet d'améliorer la gestion des projets à FINEX ;
- une proposition de manuel de procédures des projets à FINEX.

Dans le but de constituer une liste restreinte de Cabinets d'Etudes, Entreprises ou Groupements devant participer à l'Appel d'Offres, le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Maître d'Ouvrage, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt à l'intention des Cabinets d'Etudes, Entreprises, ou Groupements intéressés dans les conditions ci-après.

## II- OBJET DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet, la présélection des Cabinets d'Etudes, Entreprises, ou Groupements devant participer à l'Appel d'Offres International Restreint pour « un audit général des projets à financement extérieur au Cameroun »

Les prestations de l'étude consistent notamment dans chacun des domaines de l'étude, à collecter, vérifier, analyser et synthétiser les informations et/ou données selon les normes/standards internationaux, à l'effet de mettre à la disposition des parties (Gouvernement et Partenaires Techniques et Financiers), une évaluation exhaustive des entraves à la bonne exécution des projets à financement extérieur.

Au terme d'analyses méthodiques fondées sur des indicateurs objectivement vérifiables, le consultant émettra dans chacun des domaines de l'étude, des recommandations et suggestions à l'endroit du Gouvernement et des PTF, à l'effet de renforcer significativement la performance des projets à financement extérieur au Cameroun.

Pour la mission, les auditeurs s'appuieront sur une collecte d'informations et/ou données qui sera réalisée auprès de toutes les parties prenantes. A cet effet, le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, saisira toutes les parties prenantes identifiées par les consultants, pour la mise à disposition des informations utiles à l'audit.

Les auditeurs devront rester ouvert à toutes les opinions, de manière à recueillir et à intégrer les points de vue de tous les acteurs.

L'équipe des auditeurs devra capitaliser les travaux et études qui ont déjà été réalisés dans le domaine des projets à financement extérieur. Il s'agira notamment des documents ci-après :

- Liste des projets du portefeuille ;
- Rapport de l'audit des fonds de contreparties ;
- Rapports sur les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND) ;
- Etude sur l'absorption des projets à financement extérieur ;
- Stratégie de mobilisation des financements extérieurs ;
- Manuels de gestion de la dette ;
- Stratégies d'endettement annexées aux Lois des Finances ;
- Lois de finances et de règlement ;
- Circulaires sur l'exécution du budget de l'Etat ;
- Rapports d'évaluation, de supervision et d'achèvement des projets FINEX ;
- Rapports de revues du Programme Economique et Financier (PEF) conclut avec le FMI ;
- Rapports DAD sur l'aide au Cameroun;
- Rapports des cadres de coopération avec les PTF ;
- Rapports et revues d'évaluation des portefeuilles ;
- Rapports d'évaluation et d'achèvement des projets ;
- Textes mettant en place les Unités de Gestion des Projets ;
- Conventions de financement des projets.
- etc

Le consultant devra :

**Au plan institutionnel et réglementaire**

- Identifier tous les acteurs institutionnels et analyser leurs rôles et responsabilités ainsi que leur performance ;
- Apprécier la cohérence entre les conventions et la réglementation fiscal et douanière ;
- Analyser sur les trois (03) dernières années, la cartographie des acteurs intervenant au Cameroun, accompagnée pour chacun d'eux d'une typologie des financements (prêts, dons) ainsi que ses domaines d'intervention ;
- Identifier, décrire et analyser tous les instruments juridiques en rapport avec des projets à FINEX ;
- Faire une analyse du cadre réglementaire adossé au fonctionnement des unités de gestion des projets ;
- Faire une analyse des conditions de prorogation des projets à FINEX ;
- Clarifier le jeu des rôles entre la DGCOOP et la DGEPIP dans la chaîne des décisions des FINEX depuis la préparation, la négociation, l'exécution, le contrôle et le suivi de l'exécution.

**Au plan de la préparation des projets**

- Décrire et analyser les circuits de préparation des projets à FINEX en indiquant les différences pour les principaux partenaires ;
- Décrire et analyser le processus de maturation des projets à FINEX ;
- Analyser les mécanismes d'identification des projets à FINEX ;
- Analyser les impacts des lenteurs des procédures d'expropriation et d'indemnisations sur le coût des projets à FINEX.

**Au plan de la mise en vigueur des conventions**

- Analyser les difficultés liées à la satisfaction des conditions de mise en vigueur des conventions et de premier décaissement.

**Dans le domaine de la passation des marchés**

- Identifier les écarts entre les procédures des PTF et les procédures nationales, et de proposer des solutions ;
- Analyser l'impact de la non harmonisation des procédures des bailleurs avec les procédures nationales ;
- Analyser l'impact du non alignement des procédures des bailleurs et les procédures nationales ;
- Analyser les effets des avis des non objection sur la procédure de passation des marchés et des décaissements ;
- Analyser la cartographie des procédures spécifiques à l'instar de celles de la CAON-FED, et en tirer les leçons pour l'amélioration du système de passation des marchés.

**Au plan de la gestion administrative**

- Analyser l'efficacité du fonctionnement des Unités de Gestion des Projets à FINEX ;

Analyser l'efficacité des mécanismes de gouvernance interne des projets (suivi, évaluation et audit) ;  
Décrire et analyser les procédures de clôture des projets FINEX (clôture administrative, technique et financière).

• **Au plan de l'exécution des projets**

- Evaluer le niveau d'atteinte des objectifs fixés en relation avec l'exécution des projets à FINEX au Cameroun ;
- Evaluer et analyser les procédures de décaissement des FINEX ;
- Evaluer la performance en termes de volume de décaissement par domaine d'intervention ;
- Analyser les procédures de remboursement des taxes et droits de douanes
- Analyser l'état de mobilisation des fonds de contrepartie (taxes, droit de douanes, dépenses réelles de fonctionnement et investissement) ;
- Analyser l'état de l'exécution des financements extérieurs et faire une analyse comparative entre les financements extérieurs et les fonds de contrepartie ;
- Evaluer la programmation budgétaire au niveau national (FINEX, Fonds de contrepartie, dépenses réelles) et celle des PTF ;
- Analyser les impacts financiers du non-respect des délais d'exécution des projets à FINEX.

• **Au plan de la fonctionnalité et de l'impact des projets FINEX**

- Identifier les projets à FINEX achevés sur la période de l'étude et porter une appréciation sur leurs effets sur l'amélioration des conditions de vie des populations ;
- Analyser les risques/contingences liés à l'exécution des projets et procéder à une évaluation de leurs impacts budgétaires.

De manière générale et en guise d'approche méthodologique, dans chacun des plans d'étude suscités, il s'agira de collecter, de vérifier, d'analyser et de synthétiser les informations et/ou données selon les normes/standards internationaux, à l'effet de mettre à la disposition des parties prenantes (Gouvernement et PTF), une analyse pertinente des problèmes liés à l'exécution des projets à financement extérieur

Au terme de ses travaux, le consultant devra en outre porter une appréciation sur la situation générale de l'exécution des Projets à Financement Extérieur au Cameroun. De manière plus précise, il s'agira de:

- apprécier et analyser le cadre institutionnel et réglementaire dans lequel les Projets à Financement Extérieur sont conçus et mis en œuvre au Cameroun;
- identifier et analyser toutes les entraves à la bonne exécution des Projets à Financement Extérieur au Cameroun;
- proposer une matrice d'actions opérationnelles pour améliorer la performance des Projets à Financement Extérieur au Cameroun ;
- proposer après consultation des parties, des recommandations opérationnelles pour améliorer la performance des Projets à Financement Extérieur au Cameroun ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

A

### III- PARTICIPATION

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ouvert aux Cabinets d'Etudes, Entreprises, ou Groupements installés au Cameroun ou à l'étranger. Ces Cabinets d'Etudes, Entreprises, ou Groupements, de réputation internationale, totalisant d'une expérience professionnelle d'au moins dix(10) ans devront :

- présenter des garanties d'indépendance, de compétence et de crédibilité pour toutes les parties prenantes à la mise en œuvre des projets à financement extérieur ;
- présenter des consultants ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine du financement et de l'exécution des projets à financement extérieur. Ces consultants devront en outre présenter de bonnes capacités d'analyse, de synthèse, de rédaction et de communication.

Lesdits cabinets ou groupement de cabinets doivent justifier des compétences et expériences principalement dans les domaines suivants :

- Montage et gestion des projets ;
- Audit stratégique, organisationnel, économique et financier ;
- Procédures de financement et de décaissements des Partenaires Techniques Financiers ;
- Programmation budgétaire dans le secteur des finances publiques ;
- Financement de la coopération pour le développement ;
- Procédures de passation des marchés (PTF et national) ;
- Financement international des projets de développement ;
- Analyse et interprétation des contrats et conventions des partenaires Techniques et Financiers.

### IV- FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'Etat du Cameroun, Exercices 2019 et suivants.

### V- QUALIFICATION DES CANDIDATS

Chaque candidat intéressé devra :

- être un Cabinet d'Etudes, une Entreprise ou un Groupement justifiant de compétences et expériences pour la conduite de l'audit envisagé;
- justifier des capacités techniques et financières suffisantes pour la réalisation de l'étude ;
- disposer du personnel compétent pour les prestations à exécuter.

### VI- CONSTITUTION DU DOSSIER

Au risque de voir son offre disqualifiée, le soumissionnaire doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués, et feront l'objet de vérification.

### **Dossier administratif (Enveloppe A)**

L'enveloppe A contiendra les informations suivantes :

#### **• Pour les candidats nationaux :**

- a) une lettre précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres International Restreint s'il est présélectionné. Cette lettre devra indiquer l'adresse et la raison sociale du soumissionnaire ;
- b) l'Accord de Groupement, le cas échéant ;
- c) une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
- d) une copie de la carte de contribuable en cours de validité ;
- e) une copie de l'attestation CNPS datée de moins de trois mois ;
- f) un certificat d'imposition datant de moins d'un mois ;
- g) l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation, dûment signée du Directeur Général du Cabinet ou de l'Entreprise, ou du mandataire du Groupement d'entreprises, devra permettre au Maître d'ouvrage de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
- h) attestation de non exclusion des Marchés Publics.

#### **• Pour les candidats internationaux :**

- a) une lettre précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres International Restreint s'il est présélectionné. Cette lettre devra indiquer l'adresse et la raison sociale du soumissionnaire ;
- b) l'Accord de Groupement, le cas échéant ;
- c) les statuts ou textes qui justifient l'existence du Candidat ;
- d) une attestation de non-faillite datant de moins de quatre-vingt-dix (90) jours et délivrée par l'autorité compétente du lieu du siège du candidat ;
- e) une attestation signée par l'Administration fiscale du lieu de résidence du candidat certifiant qu'il a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours ;
- f) l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation, dûment signée du Directeur Général du Cabinet d'Etudes, de l'Entreprise, ou du mandataire du Groupement, devra permettre au Maître d'ouvrage de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées.

### **Dossier technique (Enveloppe B)**

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- a) la liste du personnel-clé (voir en Annexe 1) avec les copies des diplômes et des CV ;
- b) la note méthodologique décrivant la démarche du candidat en termes d'agencement des activités, de mobilisation des experts et de planning des activités ;
- c) les références du Cabinet d'Etudes, de l'Entreprise ou du Groupement pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières

années ; ces références seront présentées sous la forme de copie des contrats accompagnés de tout autre document complémentaire.

## **VII- CRITERES D'EVALUATION ET DE SELECTION DES CABINETS**

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

### ***VII.1. Critères éliminatoires :***

Tout candidat dont le dossier répond à l'un des critères ci-dessous sera éliminé.

N°	Critères éliminatoires
1	Dossier administratif incomplet
2	Fausse déclaration ou pièces falsifiées
3	Note technique inférieure à 70/100

### ***VII.2. Critères de qualification :***

N°	Critères de qualification	Nombre de points
1	L'expérience du personnel-clé (CV et diplôme de chaque expert)	45
2	Note Méthodologique	25
3	Les références du Cabinet d'Etudes, de l'Entreprise ou du Groupement pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires)	25
4	Présentation	5
<b>TOTAL</b>		<b>100</b>

Seuls les Candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus pour répondre à l'Appel d'Offres International Restreint.

## **VIII- REMISE DES OFFRES**

Les dossiers de candidatures rédigés en français ou en anglais, en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, doivent être remis sous pli fermé et scellé à l'adresse suivante :

**« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,  
Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements  
Publics,**

**Division de la Prévision et de la Préparation des Programmes et Projets  
Immeuble MINEPAT, Boulevard du 20 mai à Yaoundé, 4<sup>ème</sup> étage, Porte n° 407.  
Tél : 222 23 55 19 / 677 37 91 01 ; Fax : 222 23 55 19 ; E-mail : ngwenn@yahoo.fr ;**

**« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,  
Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements  
Publics,**

**Division de la Prévision et de la Préparation des Programmes et Projets  
Immeuble MINEPAT, Boulevard du 20 mai à Yaoundé, 4<sup>ème</sup> étage, Porte n° 407.  
Tél : 222 23 55 19 / 677 37 91 01 ; Fax : 222 23 55 19 ; E-mail : ngwenn@yahoo.fr ;**

Au plus tard le 29 juillet 2019 à 11 heures précises, heure locale avec la mention :  
**« APPEL A MANIFESTATION D'INTERET INTERNATIONALE EN PROCEDURE  
D'URGENCE N°0001/2019/AAMI/MINEPAT DU 08 juillet 2019 POUR LA  
PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES, ENTREPRISES OU GROUPEMENTS EN  
VUE DE L'AUDIT GENERAL DES PROJETS A FINANCEMENT EXTERIEUR AU  
CAMEROUN».**

**« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »**

### **IX- PUBLICATION DES RESULTATS**

La publication de l'Avis d'Appel d'Offres International Restreint portant sur « **L'audit général des projets à financement extérieur au Cameroun** » tiendra lieu des résultats du présent Appel à Manifestation d'Intérêt.

### **X- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Les informations complémentaires sur le présent Appel à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenues tous les jours et heures ouvrables au

**« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,  
Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements  
Publics,**

**Division de la Prévision et de la Préparation des Programmes et Projets,  
Cellule des Audits et des Analyses d'Impacts,  
Immeuble MINEPAT, Boulevard du 20 mai à Yaoundé, 4<sup>ème</sup> étage, Porte n° 410.  
Tél : 222 23 55 19, 6 77 37 91 01 ; Fax : 222 23 55 19;  
E-mail : [ngwenn@yahoo.fr](mailto:ngwenn@yahoo.fr)»**

#### **Copie**

- AG/MINEPAT (pour affichage) ;
- ARMP (pour publication) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- MINMAP (pour information et affichage).

**Le Ministre de l'Economie, de la Planification  
et de l'Aménagement du Territoire**



*Alamine Ousmane Mey*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA  
PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT-GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA  
PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS  
PUBLICS

DIVISION DE LA PREVISION ET DE LA  
PREPARATION DES PROGRAMMES ET PROJETS

CELLULE DES AUDITS ET DES ANALYSE  
D'IMPACTS

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE - WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING  
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT-GENERAL

DIRECTORATE GENERAL OF THE ECONOMY AND  
PUBLIC

INVESTMENTS PROGRAMMING

PROJECTION AND PROGRAMMES AND  
PROJECTS PREPARATION DIVISION

AUDIT AND IMPACT ANALYSIS UNIT



**CALL FOR INTERNATIONAL EXPRESSIONS OF INTEREST IN EMERGENCY  
PROCEDURE No.0001/2019/AAMI/MINEPAT OF 08 JULY 2019 FOR THE SHORT-  
LISTING OF CONSULTING FIRMS, ENTERPRISES OR GROUPS OF  
ENTERPRISES FOR THE CONDUCT OF A GENERAL AUDIT OF EXTERNALLY  
FUNDED PROJECTS IN CAMEROON**

**I- INTRODUCTION**

The Government of Cameroon is planning to conduct a general audit of externally funded projects as part of a Restricted International Invitation to Tender; the areas concerned by the audit include:

- the institutional and regulatory levels;
- the preparation of projects;
- the implementation of conventions;
- the award of contracts;
- administrative management;
- the execution of projects;
- the functionality and impact of externally funded projects

This audit will help to:

- make an appraisal of the past 9 years by laying emphasis on the typology of projects that have more difficulties in their execution;
- make a diagnosis of the problems accounting for the low execution of externally funded projects;
- make operational recommendations or suggestions in order to improve on the management of externally funded projects;
- propose a manual of procedures for externally funded projects.

In a bid to set the restricted list of Consulting Firms, Enterprises or Groups of Enterprises that will participate in the said Invitation to Tender, the Minister of the Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT), the Project Owner hereby launches a Call for Expressions of Interest for Consulting Firms, Enterprises or Groups of Enterprises interested under the terms and conditions provided below.

## II- SUBJECT OF THE CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

The purpose of this Call for Expressions of Interest is to short-list Consulting Firms, Enterprises or Groups of enterprises that will participate in the Restricted International Invitation to Tender for "a general audit of externally funded projects in Cameroon".

Services under the study shall consist, for each field of study, in collecting, checking, analysing and compiling information and/or data according to international norms/standards in order to provide the parties (government and Technical and Financial Partners) with a comprehensive assessment of the obstacles to the smooth execution of externally funded projects.

At the end of the methodical analyses based on objectively verifiable indicators, the consultant shall make recommendations and suggestions for each field of study to the Government and TFP in order to enhance the performance of externally funded projects in Cameroon significantly.

For the assignment, the auditors will rely on information and/or data collection to be carried out with all stakeholders. To this end, the Minister of the Economy, Planning and Regional Development shall contact all the stakeholders identified by the consultant for the provision of any useful data for the study.

The auditors shall be open to all opinions so as to gather and include the points of view of all stakeholders.

The team of auditors shall capitalize on the works and studies that have already been carried out in the area of externally funded projects. These documents include:

- The list of projects of the portfolio;
- The report on the audit of counterpart funds;
- The reports on undisbursed committed balance;
- The study on the absorption of externally funded projects;
- The strategy of mobilization of external financing;
- Manuals on debt management;
- Debt strategies appended to the Finance Laws;
- Finance and Settlement Laws;
- Circulars on the execution of the State budget;
- Reports on the evaluation, supervision and completion of externally funded projects;
- Reports on the review of the Economic and Financial Programme (EFP) concluded with the IMF;
- DAD reports on assistance in Cameroon;
- Reports of the cooperation frameworks with TFP;
- Evaluation reports and reviews of portfolios;
- Reports on the evaluation and completion of projects;
- Instruments setting up Project Management Units;
- Conventions on project funding;
- Etc.

The consultant shall:

- **At the institutional and regulatory level**
  - Identify all institutional stakeholders and analyse their roles and responsibilities as well as their performance;
  - Appraise the consistency of conventions and the fiscal and customs regulation;
  - Analyse, over the past three (3) years, the mapping of stakeholders operating in Cameroon, together with the typology of financing (loans and grants) for each of them as well as their areas of intervention;
  - Identify, describe and analyse all the legal instruments in relation to externally funded projects;
  - Carry out an analysis of the regulatory framework hinging on project management units;
  - Carry out an analysis of the conditions for the extension of externally funded projects;
  - Clarify the roles between DGCOOP and DGEPIP in the decision chain of externally funded projects from the preparation, negotiation, execution, and control through to follow-up of execution.
  
- **As concerns the preparation of projects**
  - Describe and analyse the channels of preparation of externally funded projects by indicating the differences for the main partners;
  - Describe and analyse the process of maturation of externally funded projects;
  - Analyse the mechanisms of identification of externally funded projects;
  - Analyse the impacts of delays in the eviction and compensation procedures on the cost of externally funded projects.
  
- **With regard to the implementation of conventions**
  - Analyse the difficulties associated with the satisfaction of the conditions of implementation of conventions and the first disbursement.
  
- **In the award of contracts**
  - Identify the gaps between the procedures of TFP and the national procedures and propose solutions;
  - Analyse the impact of the non-harmonization of donors and national procedures;
  - Analyse the impact of the non-alignment of donors and national procedures;
  - Analyse the effects of the notices of no-objection on the contract award procedure and on disbursements;
  - Analyse the cartography of specific procedures like those of the CAON-FED and learn from them for the improvement of the contract award system.
  
- **At the level of administrative management**
  - Analyse the effectiveness of the functioning of the management units of externally funded projects;
  - Analyse the effectiveness of the mechanisms of the internal governance of projects (follow-up, evaluation and audit);
  - Describe and analyse the procedures of close of externally funded projects (administrative, technical and financial close).

- **As concerns the execution of projects**

- Assess the level of achievement of the objectives set in relation to the execution of externally funded projects in Cameroon;
- Assess and analyse the procedures of disbursement of externally funded projects;
- Assess the performance in terms of volume of disbursement per area of intervention;
- Analyse the procedures of reimbursement of taxes and customs duties;
- Analyse the state of mobilization of counterpart funds (taxes, customs duties, actual expenses on functioning and investment);
- Analyse the state of execution of external financing and make a comparative analysis between external financing and counterpart funds;
- Assess the budgetary programming at national level (external financing, counterpart funds, actual expenditure) and that of TFP;
- Analyse the financial impact of the non-respect of the deadlines for the execution of externally funded projects.

- **In terms of the functionality and impact of externally funded projects**

- Identify externally funded projects completed over the period of the study and appraise their effects on the improvement of the living conditions of the population;
- Analyse the risks/contingencies associated with the execution of projects and proceed to the evaluation of their impacts on the budget.

Overall, and as a methodological approach in each of the aspect of the study mentioned above, it will be about collecting, checking, analysing and summarizing information and/or data according to international norms/standards, in order to provide the parties (government and TFP) with a relevant analysis of the issues associated with the execution of externally funded projects.

At the end of the assignment, the consultant will have to make an appraisal of the general situation of the execution of externally funded projects in Cameroon. More specifically, it will be about:

- Appraising and analysing the institutional and regulatory framework under which the externally funded projects are designed and implemented in Cameroon;
- Identifying and analysing all the constraints to the smooth execution of externally funded projects in Cameroon;
- Proposing a matrix of operational actions to improve the performance of externally funded projects;
- Proposing after consulting the parties, operational recommendations to improve the performance of externally funded projects in Cameroon, as well as the modalities for their implementation.

## **REGISTRATION**

Only the Expressions of Interest is open to Consulting firms, Enterprises or Groups of Enterprises established in Cameroon or abroad. These Consulting firms, Enterprises or Groups of Enterprises with a world-wide reputation and at least ten (10) years of professional experience shall:

- Provide the guarantee of independence, competence and reliability for all the partners involved in the implementation of externally funded projects;
- Present consultants with skills and proven experience in the area of financing and execution of externally funded projects. These consultants shall also have good analytical, summarizing, drafting and communication skills.

The said Consulting Firms or Groups of Enterprises shall be skilled and experienced in the following fields:

- Project design and management;
- Strategy, organisational, economic and financial audit;
- Financing and disbursement procedures of technical and financial partners;
- Budgetary programming in the sector of public finance;
- Financing of cooperation for development;
- Procurement procedures (TFP and national);
- International financing of development projects;
- Analysis and interpretation of contracts and conventions of technical and financial partners.

## **IV- FUNDING**

Services required under this Call for Expressions of Interest shall be funded by the 2019 Public Investment Budget (PIB) of the State of Cameroon and subsequent budgets.

## **V- ELIGIBILITY OF CANDIDATES**

Every candidate interested shall:

- be a consulting firm, an enterprise or group of enterprises with proven skills and experience in the conduct of the audit envisaged;
- have adequate technical and financial means for the conduct of the study;
- have skilled personnel for the assignment to be carry out.

## **VI- COMPOSITION OF THE FILE**

Bidders shall submit detailed and clear documents which shall be communicated and checked otherwise they shall be disqualified. The documents shall include:

### ***Administrative file (Envelope A)***

Envelope A shall contain the following documents:

- **For national candidates:**

- a) a letter indicating that the candidate intends to bid for the Restricted International Invitation to Tender in case he/she is short-listed. This letter shall mention the address and corporate name of the bidder;
- b) the group agreement, if applicable;
- c) a certificate of creditworthiness issued by a high court registrar of the locality where the candidate is established and not older than ninety (90) days;
- d) a copy of a valid tax payer card;
- e) A copy of the CNPS attestation not older than three months;
- f) a tax certificate not older than one month;
- g) an authorization to check references; this authorization which shall be duly signed by the Chief Executive Officer of the Consulting Firm or Enterprise or the representative of the Group of enterprises shall enable the Contracting Authority to carry out the necessary checks so as to make sure that the information concerning the references provided is accurate;
- h) An attestation of non-exclusion from public contracts.

• **For international candidates:**

- a) A letter indicating that the candidate intends to bid for the Restricted International Invitation to Tender in case he/she is short-listed. This letter shall mention the address and corporate name of the bidder;
- b) the group agreement, if applicable;
- c) constitution and other instruments testifying to the existence of the candidate;
- d) certificate of creditworthiness issued by the relevant authority of the locality where the candidate is established and not older than ninety (90) days;
- e) a certificate signed by the taxation department of the place of residence of the candidate testifying that he/she has provided the relevant tax statements for the current financial year;
- f) an authorization to check references; this authorization which shall be duly signed by the Chief Executive Officer of the Consulting Firm or Enterprise or the representative of the Group of enterprises shall enable the Contracting Authority to carry out the necessary checks so as to make sure that the information concerning the references provided is accurate.

**Technical file (Envelope B)**

Envelope B shall contain the following information:

- a) the list of key personnel (see Annex 1) together with copies of diplomas and CV;
- b) the methodology describing the candidate's approach in terms of layout of activities, mobilization of experts and planning of activities;
- c) references of the Consulting Firm, Enterprise or Group of enterprises for similar contracts executed over the past 10 (ten) years; these references should be presented in the form of copies of contracts together with any other additional document;

## **VII- Criteria for the evaluation and selection of consulting firms**

The bids shall be evaluated based on the following criteria:

### ***VII.1. Eliminary criteria:***

Any candidate whose file shall meet at least one of the criteria below shall be eliminated.

<b>No.</b>	<b>Eliminary criteria:</b>
1	Incomplete administrative file
2	False statement or forged document
3	Technical score below 70 points out of 100

### ***VII.2. Qualification criteria:***

<b>No.</b>	<b>Qualification criteria:</b>	<b>Number of points</b>
1	Experience of key personnel (CV and diploma of each expert)	45
2	Methodology	25
3	References of the Consulting Firm, Enterprise or Group of enterprises for similar contracts executed over the past 10 (ten) years; (provide supporting documents of similar contracts performed);	25
4	Presentation	5
<b>Total</b>		<b>100</b>

Only candidates who will score at least seventy (70) out of one hundred (100), shall be short-listed for the Restricted International Invitation to Tender.

## **VIII- Submission of bids**

Bids shall be drafted in English or French, in six (06) copies, including one (01) original and five (05) duplicates labelled as such and submitted in a sealed envelope to the following address:

**"Ministry of the Economy, Planning and Regional Development  
Directorate General of the Economy and Public Investment Programming  
Projection, and Programmes and Projects Preparation Division  
MINEPAT Building, Yaounde 20th May Boulevard, 4th floor, Room 407.  
Tel.: 222 23 55 19 / 677 37 91 01; Fax: 222 23 55 19; E-mail: ngwenn@yahoo.fr;**

No later than **29 July 2019** at 11:00 a.m. prompt local time and labelled as follows:

**"CALL FOR INTERNATIONAL EXPRESSIONS OF INTEREST IN EMERGENCY PROCEDURE No.0001/2019/AAMI/MINEPAT of 08 JULY 2019 FOR THE SHORT-LISTING OF CONSULTING FIRMS, ENTERPRISES OR GROUPS OF ENTERPRISES FOR THE GENERAL AUDIT OF EXTERNALLY FUNDED PROJECTS IN CAMEROON".**

***"TO BE OPENED ONLY IN THE BID OPENING SESSION"***.

### IX- Publication of results

The publication of the Restricted International Invitation to Tender for "the general audit of externally funded projects in Cameroon" shall serve as the results of this Call for Expressions of Interest.

### X- ADDITIONAL INFORMATION

Additional information on this Call for Expressions of Interest may be obtained every day during working hours at the

**"Ministry of the Economy, Planning and Regional Development  
Directorate General of the Economy and Public Investment Programming  
Projection, and Programmes and Projects Preparation Division  
Audit and Impact Analysis Unit  
MINEPAT Building, Yaounde 20th May Boulevard, 4th floor, Room 410.  
Phone: 222 23 55 19, 6 77 37 91 01 ; Fax: 222 23 55 19;  
Email: [ngwenn@yahoo.fr](mailto:ngwenn@yahoo.fr)»**

### Copy:

- AG/MINEPAT (Posting);
- ARMP (for publication);
- SOPECAM (for publication);
- MINMAP (for information and posting).

**The Minister of the Economy, Planning and  
Regional Development**

